

# Solidarité Irak

N° 4 - Septembre 2004

## Syndicats coréens contre transports de troupes

Chers amis de Corée, Chers amis de la Confédération Coréenne des Syndicats (KCTU) et des Syndicats ouvriers de Korean Air et d'Asiana Airlines,

Les travailleurs d'Irak accueillent avec enthousiasme l'opposition des syndicats coréens au plan du gouvernement coréen visant à envoyer des troupes d'occupation supplémentaires en Irak.

Les syndicats des deux entreprises nationales de transport aérien, Korean Air et Asiana Airlines, ont déclaré Jeudi 24 Juin qu'ils refusent de transporter davantage de troupes et d'équipements en Irak pour le compte de l'armée. La confédération coréenne des syndicats avait exigé, le jour précédent (le 23 juin), l'annulation des projets d'envois de nouvelles troupes en Irak afin d'éviter le sacrifice de nouvelles vies humaines. Nous exigeons du gouvernement coréen qu'il cesse d'être la marionnette de la politique étrangère U.S., qu'il prenne une position ferme contre cette dernière, et protège les droits et la vie de ses citoyens.

La guerre et l'occupation du pays ont fait entrer la so-



ciété irakienne dans une phase d'instabilité, dans un conflit terroriste et chaotique entre l'Islam politique et la coalition menée par les Etats-Unis. La misère et la souffrance ont été imposé au peuple d'Irak. Le gouvernement des Etats-Unis a placé l'Irak au bord de l'effondrement total et dans l'extension des scénarios sinistres de la guerre civile, du sectarisme religieux, du nettoyage ethnique et du tribalisme. L'invasion du pays a amplifié le terrorisme non seulement en Irak, mais à l'échelle globale. Le mensonge d'une guerre pour la démocratie et la liberté du peuple irakien, pour la fin



**Nous, les syndicats indépendants en Irak, avons lancé une campagne internationale contre l'occupation et pour les droits des travailleurs.**

du gouvernement fasciste ; tout cela n'était que de la propagande.

La guerre en Irak était une étape dans la stratégie US pour établir son nouvel ordre mondial, et pour imposer son hégémonie et sa domination sur le monde ; en même temps

que les groupes de l'Islam politique ont transformé le pays en un champ de bataille pour leurs actions terroristes. Le terrorisme, l'insécurité et la violence contre les droits de l'homme, des travailleurs et des femmes, marquent la vie quotidienne du peuple d'Irak. Celui-ci est devenu la victime de la guerre du terrorisme d'Etat des U.S.A, en même temps que du terrorisme islamique. Les ouvriers en Irak ont souffert d'un côté des agressions répétées du régime de Saddam pendant 35 années, et de l'autre de l'embargo économique pendant 13 ans, de la guerre et de l'occupation de la coalition menée par les Etats-Unis.

Le 15 février de l'année dernière, dans le monde entier, des millions de personnes et de travailleurs se sont opposés à la guerre contre l'Irak et ont exigé la fin des crimes de guerre du gouvernement des Etats-Unis qui se préparait à lancer son offensive. Des milliers d'organisations syndicales et ouvrières ont protesté, avec tous les amoureux de la liberté, contre l'occupation de l'Irak, et ont exigé le retrait immédiat des troupes. Nous, les syndicats indépendants en Irak, avons lancé une campagne internationale (...)

### P Sommaire P

- Syndicats coréens contre transports de troupes - 1**
- Poète, communiste, assassiné par les islamistes - 2**
- Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak - 3**
- Victoire contre les expulsions de sans-logis - 3**
- Appel en défense de la gauche irakienne - 4**

(...) contre l'occupation et pour les droits des travailleurs, et, jusqu'ici, des dirigeants syndicaux et des syndicats de plus de 40 pays ont soutenu nos demandes et l'appel présenté par nous à l'OIT, pour le respect entier de ses conventions 87 et 98 en Irak, que l'administration civile des U.S.A. a bafoué.

L'UCI (Union des chômeurs d'Irak), est un représentant véritable des ouvriers sans emploi. L'UCI, avec la fédération des Conseils ouvriers et des syndicats en Irak (FCOSI), tâche d'en finir avec l'occupation, et combat tous les gouvernements qui ont envoyé des troupes, pour les contraindre à les retirer du pays ; lutte pour un gouvernement laïque, pour les libertés politiques, pour la sécurité, pour l'amélioration des conditions de vie des irakiens ; et propose une loi du travail démocratique, en tant que législation alternative qui garantira la liberté sans condition d'organisation et de grève pour

## Poète, communiste, Assassiné par les islamistes...

Mohammad Abdul Rahim, militant du Parti communiste des travailleurs, a été enlevé le 18 juillet, à Kut. Son corps vient d'être retrouvé, à proximité de la frontière iranienne. Quelques jours plus tôt, il avait reçu des menaces du 'Conseil suprême de la révolution islamique en Irak', une organisation islamiste.

Mohammad était un poète, très populaire parmi les travailleurs et les intellectuels dans sa ville de Kut, située sur les bords du Tigre, au sud de Bagdad. Il avait rejoint au mois de janvier le Parti communiste des travailleurs, une organisation laïque qui déploie une grande activité en faveur des droits des femmes et anime de nombreuses grèves et manifestations de chômeurs en Irak. Rapidement, Mohammad est devenu un militant très actif, organisant des dizaines de forums sur des questions politiques, sociales et éducatives. Mohammad se battait pour l'égalité, l'humanité, les droits civils, et son activité militante contre l'Islam politique lui a valu la haine farouche des islamistes.

Le 'Conseil suprême de la révolution islamique' en Irak lui avait publiquement intimé, quelques jours avant son enlèvement, de cesser toute activité militante. Ils refusent aujourd'hui toute déclaration sur ce sujet, mais le corps de Mohammad a été retrouvé sur la route employée par les troupes de cette organisation vers leurs bases



les travailleurs, et la pleine application des conventions de l'OIT en Irak.

Nous espérons que vous réussirez à empêcher l'intervention et la participation militaire du gouvernement coréen en Irak, car tous ces conflits n'amènent que le gaspillage du sang de millions de personnes innocentes dans la guerre des terroristes ; et nous exprimons notre solidarité entière avec vos actions contre le déploiement de troupes coréennes en Irak et pour le retrait de l'ensemble des troupes d'occupation.

Nous appelons toutes les organisations ouvrières et les syndicats du monde entier, et plus particulièrement aux États-Unis et au Royaume-Uni, à se joindre aux actions des syndicats coréens, pour en finir avec l'occupation et pour le retrait immédiat de toutes les troupes d'Irak ; pour un meilleur futur pour la société et le peuple travailleur d'Irak.

Aso Jabbar



arrières en Iran. Il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de démontrer la culpabilité de cette organisation islamiste, mais de forts soupçons planent sur elle.

**« Son activité militante  
contre l'Islam politique lui  
a valu la haine farouche  
des islamistes. »**

L'un des principaux mouvements religieux shiites, le 'Conseil suprême de la révolution islamique' en Irak, est un allié de très longue date de la république islamique d'Iran, qui le soutient financièrement. Ses troupes, composées de plusieurs milliers de soldats, y ont

installés leurs camps, et le quartier général est situé à Téhéran. Son armée s'est révélée inefficace en 1991 lorsqu'elle a tenté de pénétrer en Irak à la faveur de la guerre du Golfe. Par contre, l'une de ses composantes, le Daawa, est connu pour disposer de cellules terroristes performantes.

Cette organisation, quoique bénéficiant de bonnes relations avec les USA - notamment en raison du soutien qu'elle a apporté aux partis nationalistes au pouvoir au Kurdistan depuis 1991 - a initialement de participer au Conseil intérimaire de gouvernement, avant de changer brutalement de position et d'obtenir le poste de ministre de la jeunesse et des sports. Ses troupes doivent prochainement intégrer dans la nouvelle armée irakienne et dans la police.

Le Parti communiste des travailleurs a déclaré que ce geste barbare et la brutalité des groupes islamistes n'arrêteraient pas son action pour la liberté et l'égalité, et que ceux qui s'attaqueraient à ses militants le feraient à leurs risques et périls.

Contact : [solidarite\\_irak@yahoo.fr](mailto:solidarite_irak@yahoo.fr)

## Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak

La fédération a été fondée après sa première conférence le 8 décembre 2003, où étaient présents les représentants de plusieurs syndicats, de conseils élus, et de comités préparatoires venus de nombreuses entreprises et usines.

Avant la conférence, la fédération était appelée « comité préparatoire pour la formation de conseils ouvriers et de syndicats en Irak » ; comité qui a supervisé les élections dans de nombreuses usines et entreprises.

L'objectif principal du syndicat est la formation d'organisations contrôlées par les travailleurs eux-mêmes, sans limitations ni dominations de la part d'aucune autorité extérieure, gouvernement ou parti.

Les travailleurs-es doivent pouvoir eux-mêmes élire les structures dirigeantes de leurs organisations sans discrimination basée sur leur langage, leur religion ou leurs affinités politiques.

Notre organisation adopte les demandes des travailleurs-es, et défend leurs intérêts, pour éliminer les injustices, soutenir les travailleurs victimes de mauvais traitements, de chantage. Elle lutte pour l'amélioration du niveau de vie et des conditions sociales, et mène les luttes pour obtenir la satisfaction des revendications et des demandes ouvrières.

Notre slogan syndical est : « le pouvoir de la classe ouvrière est dans son unité et dans son organisation ».

Elle lutte pour la liberté inconditionnelle d'organisation, les libertés politiques, le droit de grève et de manifestation.

## Victoire contre les expulsions de sans-logis

3 Juin 2004 - Une délégation des familles qui squattent l'ancienne station TV de al-Salihyia est venue au local du Parti communiste des travailleurs pour demander de l'aide après avoir reçu un avis d'expulsion.

Layla Muhammad, dirigeante de l'Organisation de libération des femmes en Irak, et Samir Ashoor, du comité de Bagdad du Parti communiste des travailleurs, sont venues visiter ces familles et leur proposer de lutter ensemble contre l'expulsion et pour obtenir des logements décentes. Leur combat a permis d'empêcher les expulsions, et les familles sont en train de s'organiser pour forcer les autorités à trouver une solution de relogement.

A Bagdad, pas moins de 270 camps de réfugiés, abritant chacun de 15 à 500 familles, sont installés dans des bâtiments officiels en ruine depuis les bombardements coalisés. Ces camps ne disposent d'aucun équipement, ni eau, ni électricité, ni écoles, ni dispensaires. Ils sont le plus souvent habités par des veuves de guerre et leurs enfants.

Elle exige une loi du travail moderne, en harmonie avec les standards internationaux, et en conformité avec les possibilités les plus grandes offertes par le monde civilisé.

Elle lutte pour une augmentation continue des salaires.

Elle considère que l'unité de la classe ouvrière en Irak comme la plus importante priorité, et s'oppose à toute division linguistique, religieuse, doctrinaire, administrative et régionale.

Elle maintient de bonnes et fortes relations avec beaucoup de syndicats internationaux, et avec d'autres organismes, humanitaires ou liés au monde du travail (O.I.T.). Il a été invité à de nombreuses réunions internationales et régionales (réunion à Amman en 2003, à Genève, au Japon, au Missouri en 2004).

De nombreuses délégations et de syndicats internationaux ont visité le quartier général de l'organisation, de nombreuses agences internationales ont rencontré les militants.

Nous publions un journal en arabe, titré « Les Conseils Ouvriers ».

Vu l'exceptionnelle situation du pays, notre conférence nationale se tient tous les six mois pour maintenir une ligne en accord avec les développements les plus récents de la scène politique dans le pays comme hors de celui-ci.

**« Le pouvoir de la classe ouvrière est dans son unité et dans son organisation »**



Le Parti communiste des travailleurs et l'Organisation de libération des femmes en Irak interviennent dans une trentaine de ces camps, organisant notamment la distribution de nourriture, de médicaments et de produits de première nécessité en collaboration avec des organisations humanitaires. Cette collaboration permet d'empêcher que des gangs criminels détournent l'aide humanitaire pour la revendre au marché noir.

# Appel en défense de la gauche irakienne

Parce que nous nous sommes opposés à la guerre, il y a un an. Parce que depuis lors, l'Irak vit un cauchemar aggravé, il est hors de question, par notre silence, d'être complices d'un écrasement : celui de la gauche irakienne.

« Père sunnite, mère chiite, moi athée, tendance John Lennon » répond Oday Rasheed, un jeune réalisateur, lorsqu'on lui demande son origine ethnique et religieuse. De générations en générations, l'Irak est un pays qui jouit d'une longue tradition d'écriture, de création et de savoir. Il n'est pas ce pays dont on nous dresse le portrait, qui, pour sortir de la barbarie d'une occupation militaire, se précipite avec enthousiasme dans la barbarie d'un régime fondamentaliste.

Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis. Rejeter l'occupation coalisée et son conseil de gouvernement fantoche, surtout sous couvert d'« anti-impérialisme », n'implique pas le soutien aux forces réactionnaires, nationalistes et religieuses, c'est-à-dire aux pires ennemis de la liberté et de l'égalité. « Après avoir été débarrassé de Saddam, l'Irak doit être débarrassé de ses idées ! », proclame Yanar Mohammed, de l'Organisation pour la liberté des femmes, menacée de mort en raison de son combat contre la charia. Au contraire, les USA favorisent le retour des dirigeants baasistes au gouvernement, dans l'administration et dans l'armée.

Il existe aujourd'hui, en Irak, des organisations de gauche, un mouvement social qui exprime une alternative sociale et féministe, et qui, souverainement, rejette à la fois l'occupation militaire et la réaction nationaliste, ethniciste ou religieuse. Des chômeurs et des chômeuses qui organisent quarante-cinq jours de sit-in devant le bureau de Paul Bremer, représentant civil de la coalition ; des femmes qui appellent à manifester tête nue contre la charia ; des grévistes qui n'hésitent pas à mettre dehors la direction corrompue de leur usine ; des réfugiés qui luttent pour un logement digne, pour le simple droit de vivre ; des ouvriers qui empêchent aux milices d'Al-Sadr de s'emparer de leur usine : voilà l'autre visage de l'Irak, celui qu'on nous montre le moins souvent. Chaque jour, des luttes, des grèves et des manifestations expriment le désir radical de vivre et non de survivre. Et face à elles ? les baïonnettes, les milices, les fatwa, la torture...

Au-delà des slogans anti-guerre, il est urgent de développer une solidarité concrète avec le mouvement progressiste, laïque, social et féministe en Irak. Les syndicats, les associations de femmes, de chômeurs, manquent de moyens pour s'organiser efficacement, pour diffuser leurs idées dans le pays et se faire connaître à l'étranger, pour mettre en place les moyens de subsistance les plus élémentaires. Notre solidarité internationaliste peut les aider à distribuer de la nourriture ou des médicaments aux réfugiés, aux sans-toits, aux plus pauvres ; à disposer de locaux, de moyens de communication et de défense ; à organiser leurs luttes et à porter leurs revendications.

L'état se resserre autour de la société irakienne. Le mouvement social, seul, le brisera !

**Premiers signataires :** Anne Abbes (professeur), Jean-Marc Adolphe (rédacteur en chef revue Mouvement), Erol Akdag, Tewfik Allal (éditeur, militant CFDT), Catherine Andrea (actrice), Nicolas Andry, Denise Arbonville (démographe), Frédéric Baillette (enseignant), Mariët Bakker (directeur d'Africa in the Picture), Paul Balta (écrivain, spécialiste du monde arabe), Jean-Pierre Bellocq (consultant), Eddine Benalia, Fethi Benslama (psychanalyse, maître de conférence à l'université Paris-VII), Nicolas Bestard, Olivier Bouchard (bibliothécaire, Solidarité Irak), Alima Boumediene Thiery, Jean Brafman (conseiller régional d'Île-de-France), Catherine Berthet-Cahuzac (maître de conférences, espagnol, Paul Valéry, Montpellier-III), Régis Blanchard (auteur-réalisateur de documentaire, Morbihan), Régis Blanchot (secrétaire fédéral de SUD-PTT), Éliane Blondeau, Éric Boutarin, Sonia Bressler (philosophe et journaliste), Laurent Brien (avocat), Christophe Caillé (syndicaliste CGT), Daniel Calin (philosophe, formateur d'enseignants spécialisés), Maria Candea (enseignante-chercheuse), Vincent Charbonnier (ingénieur d'études), Olivier Charneux (écrivain), Mylène Charre, Jean-Christophe Chaumeron (syndicaliste CGT), Źzeyir Lokman Cayci (architecte d'intérieur), Yves Coleman (traducteur), Marie-Agnès Combesque, Franck Cuvillier (rédacteur, Solidarité Irak), Serge Dalle (archéologue INRAP et CNT 19), Jean-Claude Delaunay (économiste), Xavier Decrock (militant syndical CGT), Fatima Zora Dehimi (employée de restauration, Lyon), Monique Dental (ingénieure d'études), Nicolas Desaux (archéologue, président de Solidarité Irak), Alain Dufour (professeur, syndicaliste CGT), Christian Dufrechou, Cécile Duval, Chantal Enguehard (maître de conférences en informatique, Nantes), Robert Escoffier, Laurent Esquerre, Mouny Estrade (chercheur scientifique retraité), Charles "Xarlo" Etchezaharreta (retraité de l'EN, directeur du mensuel Kale Gorria), Nadia El Fani (Cinéaste, Tunisie), Nabile Farès (écrivain et psychanalyste), Christian Faucomprez, Vincent Faure (professeur des écoles), Germain Filoche, Fabrice Flipo (maître de conférences), Valérie Fontaine (comédienne), Robin Foot (sociologue), Emanuel Angelo da Rocha Fragoso (professeur de philosophie, Brésil), Marc Frey (SUD Education 91), Isabelle Garo (enseignante), Jean-Luc Gautero (maître de conférences 72e section, philosophie des sciences-histoire des sciences-logique, Nice), Jean-Luc Giati-Pron, Vincent Ginsburger, Charlotte Girard (juriste), Jimmy Gladiator (instituteur retraité, écrivain, éditeur), Marc Gontard (professeur de littérature, 1er vice-président de l'université Rennes-II), Michel Gontier (éducateur, Lyon), Philippe Gottraux (enseignant en science politique, Lausanne), Georges Grbic (comédien), Simon Hallynck, Pierre-Adrien Hingray (étudiant, Ligue des droits de l'homme), Valérie Houcard (monitrice de plongée, coresponsable d'un centre de plongée en Égypte), François Jacquet, Sylvain Jay, Anne Jollet (historienne), Geneviève Koubi (professeure de droit public), Samia Labdi (écrivain, présidente de l'AIME - d'Ailleurs - d'ici mais ensemble -, directrice de publication d'Électrochoc et d'El Saaika (la Foudre)), Georges Labica, (philosophe, professeur émérite des universités, Comité de résistance démocratique internationale et de soutien à la résistance irakienne), Nadia Lallali (sociologue), Pierre Lauginie (maître de conférences honoraire, GHDSO, université Paris-Sud), Gérard Lecour (directeur de publication du journal Partisan), Michel Legros, Jean-Loïc Le Quellec (ethnologue), Christian Levaque, Sébastien Marchal, Spyros Marchetos (historien), Christian Mahieux (secrétaire fédéral SUD rail), Farouk Mansouri, John Grouard Mason (professeur, secteur international, Democratic Socialists of America), Isabelle Mathieu (journaliste), Marcel Mazenoux, Fabienne Messica (sociologue, Cedetim et Ligue des droits de l'homme), Catherine Milkovitch-Rieux, Olympe Minvielle, Yvon Minvielle (sociologue), Francis Mizio (écrivain), Michel Morel, Christine Moss (professeur), Laila Moucharik, Christian Muys, Franck Nadaud (économiste), Jérôme-Alexandre Nielsberg (journaliste à l'Humanité, Lettres françaises, essayiste), Osman Ndzana Manga, Joelle Palmieri (les Pénélopes), Pasquale Pasquino (directeur de recherche, CNRS, centre de théorie du droit, Paris, Visiting Professor in Politics and Law at NYU), Claude Patriat (professeur de science politique à l'université de Bourgogne), Michel Paty (directeur de recherche émérite au CNRS), Céline Pavros (chômeuse, Solidarité Irak), Pazely, Philippe Péquignot, Nathalie Piloni, Marie Plard, Kévin Polez (chômeur, Solidarité Irak), Erwann Quélén (militant SUD-PTT), Éva Rachele Grassi (sociologue, poète), Rachel de Rancourt (enseignante), Nathalie Rey (maître de conférences en économie), Christèle Rocher (ingénieure d'études), Henri Rossi (militant associatif), Michel Roudot, Jérôme Rousselet (chercheur, militant syndical CGT), Marc-André Schneider, Angelo Ermanno Senatore (professeur, artiste), Patrick Silberstein (éditeur), Édith Soboul (secrétariat national d'Alternative libertaire), Angela Stefanatos, Olivier Théo (fonctionnaire, Solidarité Irak), Lucky Thiphaine, Ulysse Urriola, Frédéric Van Wierst (militant communiste de gauche), Maria-Loreto Vargas, Michel Verdier, Jacques Vigoureux, Renaud Violet, Jacqueline Vives, Maxime Vivas (écrivain), François Voisin, Yakup Yurt.

**Avec le soutien de :** Alternative libertaire, Cercle social, Comaguer (Comprendre et agir contre la guerre, Marseille), Coordination lesbienne en France, Ligue des droits de l'homme, Organisation communiste ML, Voie prolétarienne-Partisan, Parti communiste de Genève, association Place publique, les Pénélopes, Radio Air Libre, Réseau mondialiste révolutionnaire.

Signez l'appel en ligne : [www.solidariteirak.org](http://www.solidariteirak.org)